

1180-1 (DGSSPF)

Mai 2009

Liste de distribution

PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION DU CONSEIL DES BIENS NON PUBLICS 01/09 TENUE LE 15 AVRIL 2009

Présence :

Président : Bgén David Martin (ret), DGSSPF

Membres permanents présents :

CEMFM – Captv Paul Catsburg
CEMAT – Bgén Ian Poulter
CEMFAT – Bgén Terry Leversedge
SMA(Fin SM) – Cam Bryn Weadon
C Rés et Cad – Captv Jamie Cotter
PM1 C CEMFM – PM1 Robert Cleroux
Adjud C CEMFA – Adjud Rene Couturier
Adjud C CPM – Adjud Jimmy Labrie

Membres permanents absents :

VCEMD – Bgén Christian Barabé
Adjud FC – Adjud Gregoire Lacroix
Adjud CEMAT – Adjud Wayne Ford

Présents :

Rep Adjud C CEMAT - Adjud Sherman Neil
Conseiller juridique du DGSSPF – M. Lindsay Murphy
CSF DGSSPF – M. Yvan Beaupré
VP RH DGSSPF – Mme Sharon Fleming
Prés CANEX DGSSPF – M. Gerry Mahon
C PSP DGSSPF – M. Randy Helgason
CSI DGSSPF – M. Bruce Pickard
DGSSPF associé – M. Bob Smith
GSFFM DGSSPF – Mme Sandy Gauthier

Secrétaire :

OEM DGSSPF - Maj Larry Dickie

1. Le président souhaite à tous les membres du nouveau conseil la bienvenue à la première réunion du conseil des Biens non publics (CBNP)

depuis décembre 2007. Il aborde le point III de l'ordre du jour au début de la réunion au moment de la présentation des chefs de division du DGSSPF.

2. **Point I – Examen du procès-verbal précédent de l'ancien CBNP.**

L'examen du procès-verbal précédent ne soulève aucun point préoccupant. Le représentant du CEMAT signale qu'il veillera à ce qu'une mise à jour soit effectuée au sujet de la Course de l'Armée à la prochaine réunion du conseil, eu égard au montant qui a été approuvé.

Suivi : Rep CEMAT

3. **Point II – Nouvelle gouvernance et nouveaux comités.** Le président procède à la présentation telle que décrite à l'annexe A. Les points saillants de la séance sont :

- a. Une gouvernance complète des BNP est directement assignée au CEMD;
- b. Le CBNP sert de conseil consultatif;
- c. Les pouvoirs sont délégués au DGSSPF.

4. Le président souligne que toutes les opérations sont soit publiques ou non publiques; il n'y a pas d'entre-deux.

5. Le concept du nouveau CBNP consiste à accorder le statut de membre aux officiers généraux et commandants au grade d'adjudant chef. L'État-major interarmées stratégique a fait savoir qu'il ne souhaite pas participer au conseil. Le DGSSPF discutera de ce point avec le Chef d'état-major de la Défense (CEMD) afin qu'il y ait une représentation future au sein du conseil à l'égard des opérations à l'étranger.

Suivi : Président

6. Deux postes du conseil sont actuellement vacants : *membre retraité des FC* et *membre des familles des militaires*. Le président est parfaitement ouvert aux recommandations proposées par l'ensemble des membres du conseil à l'endroit de candidats pour pourvoir ces postes, et demande à tous les membres de lui recommander toute personne compétente qu'ils souhaitent proposer.

Suivi : Tous

7. Le président a donné des explications relatives aux « trois chapeaux » que porte le DGSSPF dans l'exécution des tâches du poste. Les voici :

- a. Directeur général des BNP;
- b. CDir du Personnel des fonds non publics, Forces canadiennes;

- c. Responsable de niveau 2 des programmes de bien-être et de maintien du moral financés par des fonds publics (entièrement dans les paramètres du cadre de responsabilisation public).

8. **Point IV – Exposé sur les BNP.** Le directeur général associé des services de soutien au personnel et aux familles (DGSSPF associé) fait un exposé détaillé devant le conseil sur l'historique des BNP, à compter de la période avant la guerre de Crimée (1853-1956) jusqu'à aujourd'hui. Il donne aussi des renseignements sur la constitution des SF RARM (1969) et de CANEX (1968). Il souligne que l'organisme CANEX avait été constitué en tant qu'unité des FC, qui demeure aujourd'hui sous la responsabilité du Chef du personnel militaire (CPM); il a une ordonnance d'organisation des Forces canadiennes. C'est la principale raison pour laquelle NATEX peut mener des opérations en Europe, puisqu'il entre dans la Convention sur le statut des forces.

9. L'Agence de soutien du personnel des Forces canadiennes (ASPFC) a été établie en 1996, et est devenue en 2008 le Directeur général – Services de soutien au personnel et aux familles (DGSSPF) actuel.

10. Le soutien direct aux opérations de déploiement a débuté avec le déploiement en 2000 du personnel des FNP en Bosnie.

11. Le DGSSPF associé décrit en détail aux membres du conseil le contexte juridique et réglementaire dans lequel les BNP mènent leurs opérations (se reporter à l'annexe B). Il précise que les BNP ne sont pas assujettis au cadre de responsabilisation public. Le SMA (Fin SM) ajoute cependant que, même si les BNP ne sont pas régis par la *Loi sur la gestion des finances publiques*, la plupart des exigences publiques spécifiées dans la *Loi* se reflètent dans la politique sur les BNP.

12. En expliquant l'orientation du CEMD de janvier 1998 concernant les activités non réglementées, le DGSSPF associé mentionne deux secteurs à risque restants :

- a. Unités de réserve (et le personnel embauché à leur appui);
- b. Musées (il y a actuellement 64 musées).

13. **Point V – Mise à jour sur le nouveau pacte.** En raison des contraintes de temps, le DGSSPF associé ne montre pas tout l'exposé, mais parle brièvement du nouveau pacte.

14. Le nouveau pacte découle de l'exigence qui consiste à mieux gérer les BNP à l'échelle du MDN. Les objectifs généraux sont :

- a. Un accès équitable;
- b. Un rehaussement de la valeur des BNP à tous les endroits;
- c. Une efficience et une efficacité administratives;
- d. La mise en œuvre d'une méthode viable de gestion des immobilisations;
- e. Une meilleure gestion du rendement par l'établissement d'objectifs, de jalons, de mesures et de rapports.

15. Le représentant du CEMFA signale qu'il faudra faire preuve de circonspection, en ce sens que des promotions accélérées de cmdt B/Ere auront lieu au cours des mois de mai et juin prochains. Ces promotions pourraient avoir des répercussions sur les prochaines séances d'information du DGSSPF adressées à l'ensemble des bases et escadres.

16. **Point VI – Mise à jour sur le fonds pour les familles des militaires (FFM).** À ce jour, 230 familles ont bénéficié du FFM. Le solde du fonds en fiducie courant demeure à 2,01 millions de dollars. Madame Gauthier souligne que le FFM n'est financé que par des dons; il ne repose sur aucun financement public. Le FFM fera partie des exposés à venir à l'intention des cmdt B/Ere à l'échelle des FC.

17. On propose la création d'une figurine, qui sera désignée en hommage aux militaires disparus. Elle serait offerte au plus proche parent de l'être cher disparu, et la remise de cette figurine serait rétroactive à compter de septembre 2001 – voir la photo à l'annexe C.

18. **Point VII – Rapport du Comité de placements.** Le président du Comité de placements, le Cam Weadon, annonce qu'il quitterait sa fonction de président lorsqu'il prendra sa retraite et recommande la nomination du Col Claude Rochette à ce poste, qui sera bientôt promu bgén.

19. Le Comité de placements aide à surveiller les 130 millions de dollars qui ont été transférés à la CIBC, un gestionnaire de placements externe. Le président du Comité de placements expose les antécédents et la méthode utilisée pour transférer les 130 millions au gestionnaire de placements externe. Pour l'avenir, les enjeux à examiner consisteraient possiblement à l'accroissement de la diversification par le biais de biens réels et d'une infrastructure, à l'élaboration de conseils sur les montants des retraits du Fonds central des Forces canadiennes tout en assurant le pouvoir d'achat et à la mutation imminente du président du Comité de placements, puisque le Cam Weadon prend sa retraite et le Col Rochette assume le poste. Le président du Comité de placements souligne une question fondamentale que le CBNP doit

20. Le président des BNP affirme qu'il doit encore officiellement remettre en place les comités du CBNP. De plus, le nouveau pacte aura une incidence sur l'investissement, tout comme les projets futurs, à savoir, CANEX.

21. Le représentant du CEMAT dit qu'il est vital d'avoir recours à une stratégie à long terme pour atténuer les pertes. Certains s'inquiètent des pertes à court terme, même si elles sont inférieures au point repère. Le président du Comité de placements mentionne que le contrat de quatre ans conclu avec le gestionnaire des placements externes (CIBC) n'en est qu'à sa deuxième année et que le directeur a satisfait aux exigences prévues dans le contrat, en ce qui a trait au respect ou au dépassement du point repère de rendement. Il est convenu d'attendre à la quatrième année avant d'effectuer l'évaluation du rendement. Le président du Comité de placements est d'avis que, pour l'instant, la stratégie d'investissement actuelle est correcte, mais il recommande au conseil de réévaluer la situation dans un an ou un an et demi. Le DGSSPF associé précise que l'enjeu réel est le niveau de risque auquel le CBNP est prêt à accepter.

22. **Point VIII – Tour de table**

a. **Représentant du CEMAT** – La prochaine Course de l'Armée est prévue en septembre 2009. Des informations à jour sur la Course de l'Armée précédente seront fournies à la prochaine réunion du CBNP.

b. **Représentant du CEMFM** – Il mentionne que certaines préoccupations concernant l'Agence de logement des Forces canadiennes ont été signalées lors de la récente conférence des cmdt B/Ere, et qu'une séance d'information devrait être dispensée aux bases et escadres. Le président des BNP attire l'attention sur le fait que, même si la politique d'hébergement fait partie de son mandat, ce n'est pas le cas de l'Agence de logement des Forces canadiennes. Le président tentera d'interroger le CEMD et le CPM à propos de l'avenir de l'hébergement dans les FC. Le représentant du CEMFM souligne par ailleurs le prochain festival rock des FC qui se déroulera à Halifax. Il s'agit d'un projet « commun » avec la ville qui est financé par des fonds réunis localement; le DGSSPF n'a pas été approché à l'égard du financement. Le représentant du CEMFM souhaite simplement mentionner que c'est un événement d'importance et qu'il en discutera plus amplement à la prochaine réunion.

23. **Point IX – Prochaine réunion du CBNP.** Les prochaines réunions devraient avoir lieu les jeudi 24 septembre 2009 et jeudi 3 décembre 2009.

L. Dickie
Maj
Secrétaire du conseil des BNP

Bgén D. E. Martin (ret)
Directeur général des Biens non publics/président du CBNP

Approuvé/non approuvé

Liste de distribution (page 6)

Annexes

Annexe A – Cadre de gestion des Biens non publics
Annexe B – Présentation sur les Biens non publics
Annexe C – Proposition – Hommage aux militaires disparus

Liste de distribution

Action

VCEMD
CEMFM
CEMAT
CEMFA
SMA(Fin SM)
C Rés et Cad
Adjuc FC
PM1 C CEMFM

Adjuc C CEMAT
Adjuc C CEMFA
Adjuc C CPM

Info

DGSSPF associé
CEM DGSSPF
Conseiller juridique du DGSSPF
Prés SF RARM
CSF DGSSPF
VP RH DGSSPF
Prés CANEX DGSSPF
C PSP DGSSPF
CSI DGSSPF
GEST SB
GSFFM DGSSPF
Adjuc DGSSPF

Non-Public Property Governance
NPP Board
 15 April 2009

D.E. Martin
 Managing Director NPP

Agenda

- CDS Legal Responsibilities
 - Existing CDS guidance
- Governance changes
 - NPP Audit
- DGPFS – Roles wrt NPP/NPF
- Questions

Non-Public Property

1950 - NDA NPP provisions:

- Establish a special class of Crown property called NPP
- Define NPP to include money and property received by or contributed to NPP orgs., real property managed by NPP orgs and \$ derived from managing that real property
- Vests NPP in CDS and COs for benefit of CF
- The public accountability framework (FAA) does not apply to NPP
- Primary focus for benefit of serving and former CF members and their dependants (s.38,39) (and any other purpose approved by CDS)

Non-Public Property

- Not unlike a trust – CDS as trustee, CF personnel, former members and their families as beneficiaries
- Fiduciary responsibilities
- Operations not unlike a co-operative

Non-Public Property

Governance

- Full governance assigned to CDS
- NPP Board serves as an advisory board
- Authorities delegated to DGPFFS

CDS Direction on Unregulated Activities

January 1998, CDS directs:

"If there are cases on your units where Public resources are provided on a non-cost recovery basis to entities not authorized for support in accordance with Public and Non-Public policy, this practice is to cease forthwith".

NPF Board of Directors
14 June 1999

- All NPF activities / entities are subject to NPF Board of Directors governance
- All NPF activities / entities to be brought under the CFPSA mandate for NPF accounting, consolidated insurance program, central banking, human resources management, and internal audit and review

CDS Guidance - Jan 04

Provides Guiding Principles

- Responsibilities and Reporting
- Level of Service
- Recipients
- Funding
- Management of NPP
- Cost to Recipients
- Approval of New Programs

Changes to NPP Governance

Former	Current
<ul style="list-style-type: none"> CDS delegates authority to CMP 	<ul style="list-style-type: none"> CDS delegates authority to DGPFFS

Changes to NPP Governance

Former	Current
<ul style="list-style-type: none"> CDS has overall responsibility for Non-Public Property (NPP) NPP Board deliberates on behalf of CDS CDS involves chain of command through membership on the NPP Board 	<ul style="list-style-type: none"> No change NPP Board provides advice/input to DGPFFS Chain of Command represented on NPP Board. Exceptional issues raised to AFC

Changes to NPP Governance

<ul style="list-style-type: none"> CDS delegates to CMP overall operating authority for NPP CEO CFPSA is managing director NPP and is responsible to the CDS through CMP CEO CFPSA prepares and submits the CFPSA annual report to the CDS on behalf of the CMP 	<ul style="list-style-type: none"> CDS delegates to DGPFFS overall operating authority for NPP DGPFFS is Managing Director of NPP and is responsible to the CDS through CMP DGPFFS prepares NPP annual report to the CDS and report is tabled at AFC
--	---

Changes to NPP Governance

<ul style="list-style-type: none"> CMP is the authority to make 1st level executive appointments and set executive compensation 	<ul style="list-style-type: none"> DGPFFS is the authority to make 1st level executive appointment and set executive compensation. DGPFFS to inform CMP of such appointments and compensation, and include in NPP annual report
---	---

Changes to NPP Governance

- CMP determines the level of public support for NPP programs and services supported jointly from NPP and public resources and ensures that public funding requirements are addressed through the DND business planning process
- No change for public support. DGPFFS determines the level of NPP support for NPP programs and services supported jointly from NPP and public resources

Changes to NPP Board and Committees

- NPP Board assists CMP in exercising NPP responsibilities delegated by CDS
 - Strategic plans, policies and directions
 - Human resources, compensation and benefits for Staff of NPF, CF
 - NPP Investments
 - Audit and Accountability
- NPP Board assists DGPFFS by providing stakeholder NPP input
 - Strategic plans, policies and directions
 - NPP investments
 - Acceptance of audited financial statements

Changes to NPP Board and Committees

Board Members	Board Members
- CMP (Chair)	- DGPFFS (Chair)
- VCDS	- VCDS, CMS, CLS, CAS GO reps
- CMS, CLS, CAS	- SJS GO rep
- ADM (Fin CS) or designated general officer	- ADM (Fin CS) GO/Col rep
- DOS SJS	- C Res & Cds GO rep
- C Res Cds	- CFCWO
- CEO CFPSA	- CMS CPO, CLS, CAS CWOs
- DND CF LA, JAG	- CMP/DGPFFS CWO
- CFCWO	- Retired CF member rep
- CMS CPO, CLS, CAS CWOs	- Military family rep
- CMP CWO	

Changes to NPP Board and Committees

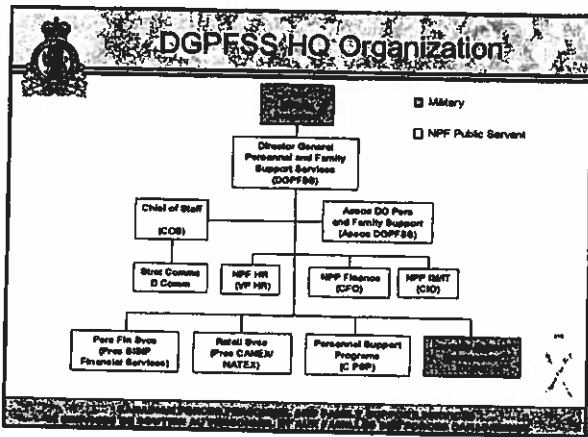
- NPP Board meets 3 times per year
- CDS approves minutes
- Chair establishes committees that may include
 - Executive committee
 - Human Resources and Compensation
 - Investment
 - Audit and Accountability
 - Pension
- NPP Board meets twice per year minimum
- CDS approves minutes
- There shall be:
 - Pension committee (NPF)
 - Investment committee
- DGPFFS may establish other ad hoc committees as required

Changes to NPP Audit

- Audit and Accountability Committee – committee of the Board
- CRS responsible to the CDS for the audit and evaluation of NPP programs, activities and financial statements
- CDS establishes an Audit Committee
 - Appoints Chair
 - Chair reports to CDS
 - CRS and DGPFS attend

DGPFS Roles

- Managing Director Non-Public Property (NPP)
- CEO Staff of Non-Public Funds, Canadian Forces
- Level 2 responsible for Public Funded MW programs



Managing Director NPP

Managing Director NPP

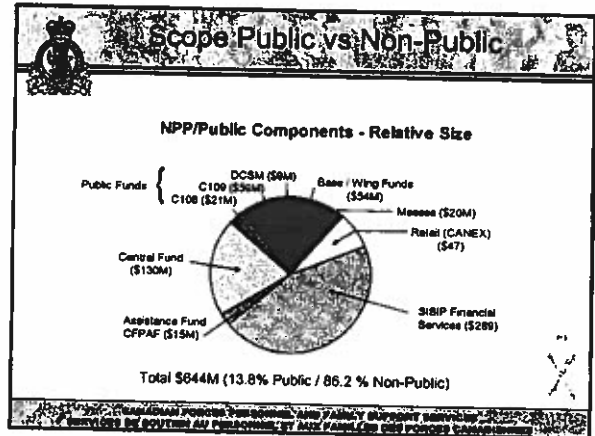
Overarching Roles for NPP

NDA assigned mandate (1950) – to provide benefit

- Financial well-being
- Social opportunities
- Caring
- Retail Goods and Services

Treasury Board Assigned Mandate (1969) – DND to fulfill Good Employer responsibilities through NPP; attracts DSP Public \$

1996 Department Assigned Mandate to be Alternative Service Deliverer for Personnel Support Programs (C109)



CEO - Staff of the Non-Public Funds, Canadian Forces

Staff of the Non-Public Funds Canadian Forces

- Separate Agency under the FAA (Schedule V) since 1978
- Not DND Employees nor Public Service Employees
- Are public servants and part of the federal public administration
- Employer is HMQ as represented by the CEO, Staff of the Non-Public Funds, Canadian Forces

**Staff of the Non-Public Funds
Canadian Forces**

TBS is NOT the Employer

- MND is the responsible Minister with all of the powers and functions of TB in relation to pers mgmt of the Staff of the NPF, CF
- Paid by NPP
- NOT SUBJECT to TB pers policies and direction
- Excluded from PSEA provisions
- But SUBJECT to Broad Provisions of:
 - PSLRA
 - CLC - Part II (OHS)
 - GECA (WC)
 - EE, OL and CHR Acts

The Defence Team

- 64,000 Regular Canadian Forces members
- 36,000 Reservists
- 30,000 DND public servants
- 5,700 NPF public servants


Morale and Welfare Personnel
NPF Regulars
CF Members
DND Public Servants
NPF Employees

Questions

Strength through personnel / Le personnel fait la force

Non-Public Property Briefing
*'Everything you wanted to know about NPP
 ... but were afraid to ask'*
 NPP Board Meeting

Bob Smith, Assoc DGPFS
 15 April 2009

 Canada

Agenda

- NPP Historical Review
- Legal and Regulatory Context
- Staff of the Non-Public Funds, CF
- Treasury Board Context
- CDS Direction
- Basis of Public Funding
- Questions / Discussion

NPP – Historical Review

- All nations provide programs and services to support the morale, welfare and operational readiness of military members
- Historically, bands of merchants and charitable groups followed military camps
- Volunteers established funds to look after military families during Crimean War (1853-56) and Boer War (1899-1902)
- 1914 Government enacted the Patriotic Fund Act to solicit donations to provide for the support of military families
- By end of WWI - 5,000 civilian volunteers providing support
- 1938 – Crown Agreements with charities to provide "auxiliary services" (YMCA, Knights of Columbus, Salvation Army, Canadian Legion)
- By WWII - Public donations could no longer support services – need for Crown support critical

NPP – Historical Review (cont.)

- Government decision to fund all auxiliary services through National War Services Fund Advisory Board
- After WWII demobilization, auxiliary services taken over by Army, Navy, Air Force (funds)
- 1950 – Using Constitutional Powers under 91(1A) *Public Debt and Property* and 91(7) *Defence*, Parliament codifies regime for financing and operating morale and welfare services through new NPP provisions in NDA
- 1966 – Admiral Dillon Report – DND not meeting responsibilities to provide facilities
- 1968 – funds consolidated into CFCF
- 1969 – TB Directive – supplements NDA NPP regime - government obligated to support NPP M&W services and facilities at public expense

NPP - Historical Review
(cont'd)

- SISIP established 1969
- CANEX - national line organization 1989 (NDHQ Directive D8/89)
- CANEX established as Unit of CF (Ministerial Organization Order 4/90)
- CFPSA established 1996 (VCDS 3/96)
- Re-capitalization Project (1998)
- Deployed Ops - DCDS 04/00
- Health promotion (SLA RX 2000 / DGHS / CFPSA 31 Mar 04)
- DGPFS - 1 May 2008

Legal and Regulatory Context

1950 - NDA NPP provisions:

- Establish a special class of Crown property called NPP
- Define NPP to include money and property received by or contributed to NPP orgs., real property managed by NPP orgs and \$ derived from managing that real property
- Vests NPP in CDS and COs for benefit of CF members, former members and their families
- Financial Administration Act does not apply to NPP - NPP not subject to public accountability framework (s.41(3))

Legal and Regulatory Context
(cont'd)

- Base Commanders subject to CDS policies, orders and directives
- CDS subject to Ministerial Direction (s.41(1))
- Audited as directed by Minister (s.41(2))
- Audit authority delegated to CDS by QR&O 27.07
- Liability for loss or damage as prescribed by Minister (s.40)
- DAOD 9003-1 Governance Framework - establishes NPP Board etc.

Legal and Regulatory Context
(cont'd)

Department of Justice Opinions re Other Legislation

- Constitution Act 1867 -
 - provides for the Consolidated Revenue Fund (CRF)
 - NPP does not form part of the CRF
- Federal Real Property Act -
 - Governs use of Federal Real Property (FRP) use of FRP must be consistent with provisions

Legal and Regulatory Context
(cont'd)

- **Auditor General Act -**
 - Permits AG to examine Government's financial statements
 - No application to NPP
 - AG has no duty to examine NPP & may only do so if specifically requested by Cabinet
- **Public Works and Government Services Act -**
 - Gives Minister of PWGSC a variety of powers related to Federal Real Property and Public Works
 - No application to NPP

Legal and Regulatory Context
(cont'd)

- **Financial Administration Act**
 - Does not apply to NPP, in particular, no application to:
 - NPP organizations, corporations, officers or employees
 - Contracting authority
 - Accounts / financial management

Legal and Regulatory Context
(cont'd)

Legal Status – NPP Organizations

- Not juridical persons
- Administrative constructs of either the CDS or Base/Unit Commander
- "Her Majesty the Queen in right of Canada as represented by the (CDS or B/W Comd) in his/her non-public property capacity, through (name organization – e.g. CANEX)"

Legal and Regulatory Context
(cont'd)

- Deal with private sector as Her Majesty
- Deal with Crown through MOUs/SLAs
- Represented by Attorney General for Canada if suing/being sued
- ATIA / Privacy Acts apply

Legal and Regulatory Context
(cont'd)

DND CF LA Opinion - Feb 07

- CDS and COs full legal authority to allocate the administration of DND FRP to NPP organizations
 - When so allocated becomes subject to NPP provisions of NDA
 - NPP organizations may deliver program and services either directly or by licensing to use to 3rd parties via concession agreements
 - Such licenses excluded from the operation of section 4 of Federal Real Property and Federal Immoveable's Act
 - Revenues derived by NPP administration (direct or through licenses) is to be managed law NPP accountability framework
- "Vital to ensure that those involved in the administration of the department's real property assets, PSP or other aspects of the DSP, clearly understand the unique legal framework of NPP under the NDA. Moreover, they must understand that the CF Personnel Support Program is an integral part of all departmentally approved activities and projects.

Staff of the Non-Public Funds, Canadian Forces

- "Separate Agency" (employer) under the FAA since 1978
- Not CF or DND Employees
- But are Public Servants (part of the federal public administration)
- Employer is HMQ as represented by Staff of the Non-Public Funds, Canadian Forces

Staff of the Non-Public Funds, Canadian Forces
(cont'd)

- TBS is NOT the Employer
- Staff of the NPF, CF is the Employer
- NOT SUBJECT to TB policies/guidelines
- Excluded from PSEA provisions
- SUBJECT to Broad Provisions of:
 - PSLRA
 - CLC - Part II (OHS)
 - GECA (WC)
 - EE Act
 - OL Act
 - CHR Act

Treasury Board Context

In 1969 Treasury Board Direction (689194 - 20 Jun 69)

- recognized government's responsibilities and directed that ".... a reasonable level of goods and services and recreational facilities should be available to the Canadian Forces personnel in their areas of service. Where those levels are inadequate, the Department's responsibility as an employer to ensure their availability where practical and desirable may be discharged through a system of non-public fund organizations....".

Treasury Board Context
(cont'd)

2001 Treasury Board Decision (829183 – 27 Sep 01)

"... approved the policy (CFP 110) on the use of DND controlled federal real property that is dedicated to non-public activities and administered in accordance with the department's non-public property accountability framework, policies and procedures."

Treasury Board Context
(cont'd)

Treasury Board and CFP 110

- April 1974, TB advised ADM that "...the CFP 110 method of control of Public Support of Non-Public Funds activities ... does achieve the objectives set by Treasury Board (T.B.)"
- November 1975, TB advised that for reporting of Public PSP costs "Messes and Physical Education facilities have been exempted since ... they represent normal operating costs to your department".
- February 1984, TB confirms that "the revised DND policy on Public Support to PSP (CFPS 110) was consistent with the original TB guidelines..."

CDS Direction

Unregulated Activities

- In January 1998, CDS directed:

"If there are cases on your units where Public resources are provided on a non-cost recovery basis to entities not authorized for support in accordance with Public and Non-Public policy, this practice is to cease forthwith".

CDS Direction
(cont'd)

NPF Board of Directors – 14 June 1999

- All NPF activities / entities are subject to NPF Board of Directors governance
- All NPF activities / entities to be brought under the CFPSA mandate for NPF accounting, consolidated insurance program, central banking, human resources management, and internal audit and review

CDS Direction
(cont'd)

15 December 2004, CDS Direction to CEO CFPSA

- Ensure Robust Accountability Framework
- Consistent with principles of Public Administration

24 October 2008, "New Deal" Study Directive

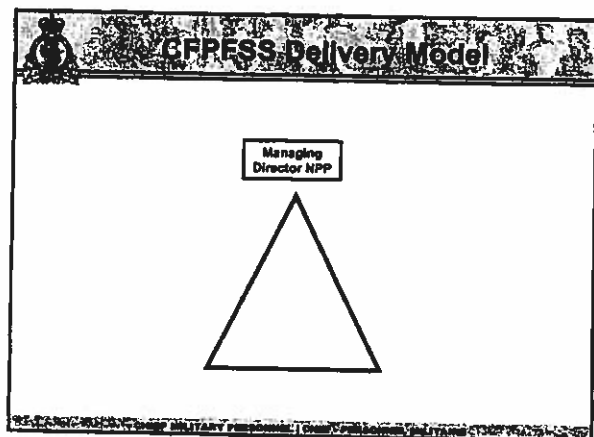
- Modernization of funding and management arrangements for NPP programs, activities and capital infrastructure

Basis of Public Funding

- CDS Legislated Responsibilities for NPP
- Good Employer Obligations – TB approved, CFP 110
- Public Responsibility Program Delivery (ASD – VCDS 3/96)
- Support to Deployed Operations

Current DGPFFS Roles

- Level 2, responsible for publicly funded morale and welfare programs (reports to CMP)
- CEO, Staff of Non-Public Funds, Canadian Forces (Head of a Separate Agency under FAA Schedule V)
- CDS Managing Director of Non-Public Property
(reports to CDS)



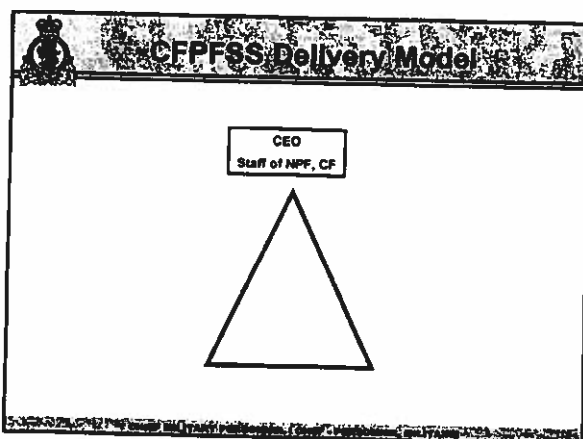
Personnel and Family Support Services Delivery Model

- Managing Director NPP - Overarching Roles for NPP
 - NDA assigned mandate (1950) - to provide benefit
 - Financial Well-being
 - Social opportunities
 - Caring
 - Retail Goods and Services
 - Treasury Board Assigned Mandate (1968) - DND to Fulfill Good Employer Responsibilities through NPP
 - Attracts DSP Public \$
 - 1996 Department Assigned Mandate to be Alternative Service Deliverer for personnel support programs (C109)

Non-Public Property

1950 - NDA provisions:

- Establishes NPP as a special class of Crown property
- Defines NPP to include money and property received by or contributed to NPP orgs, real property managed by NPP orgs and \$ derived from managing that real property
- Vests NPP in CDS and COs for benefit of CF
- The Financial Administration Act (FAA) does not apply to NPP (s.41(3))
- Primary focus is for the benefit of serving and former CF members and their dependants (s.38,39) (and any other purpose approved by CDS)



CFPFSS Delivery Model - NPF

'De Facto' Deputy Head, Staff of Non-Public Funds, Canadian Forces

- FAA established Schedule V Separate Agency
- NDA has no provisions for Staff, not part of NPP accountability framework
- No enabling legislation, established mandate, or terms of reference
- Can only be paid with NPF - only source of NPF is NDA established NPP

The Defence Team

- 64,000 Regular Canadian Forces members
- 36,000 Reservists
- 30,000 Ministry civil servants
- 5,700 NPF civil servants

Morale and Welfare Personnel
NPF Employees
DND Public Servants

11 Members
DND Public Servants

CFPFSS Delivery Model

CMP Level 2

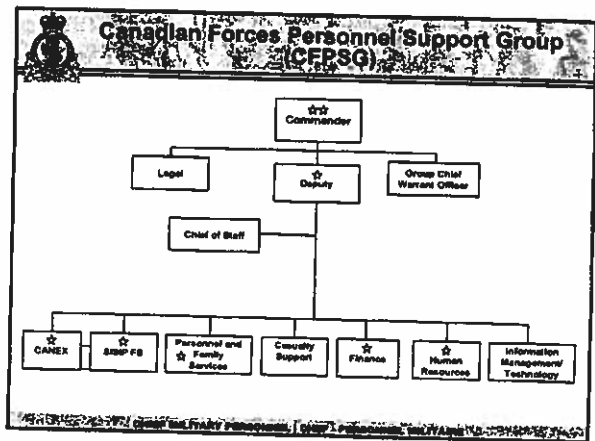
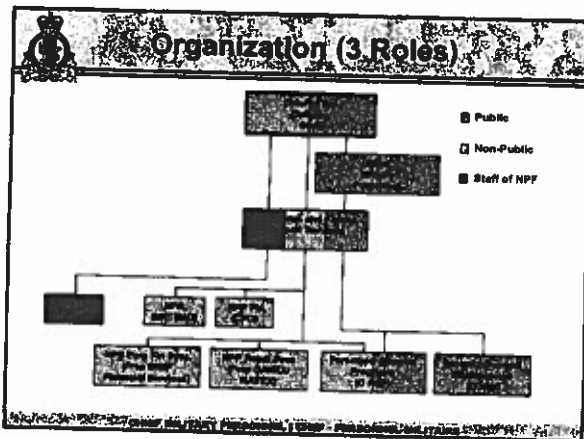
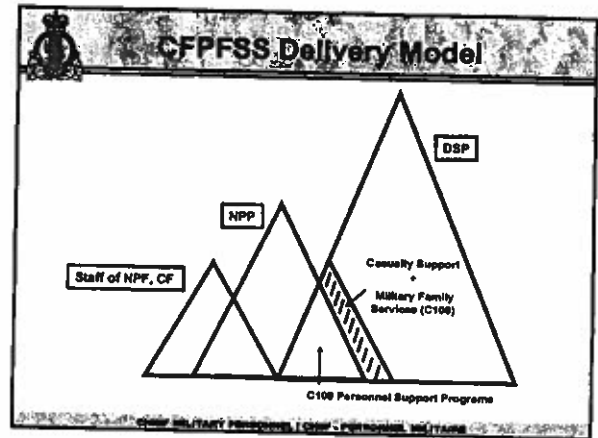
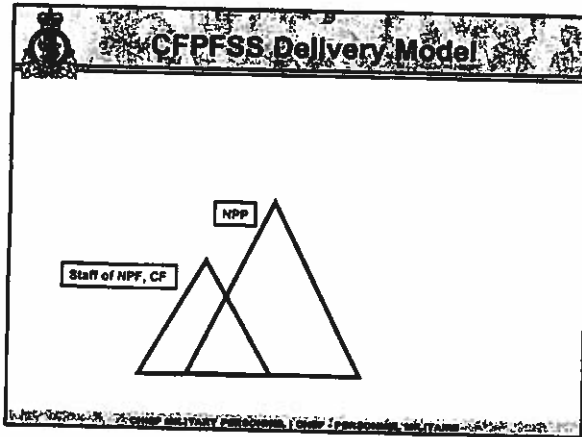
CFPFSS Delivery Model - L2 Public

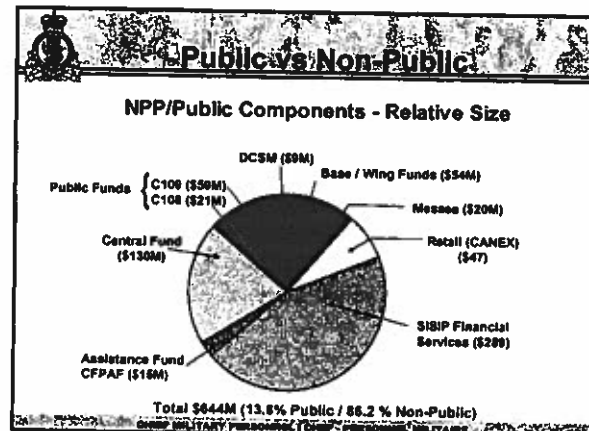
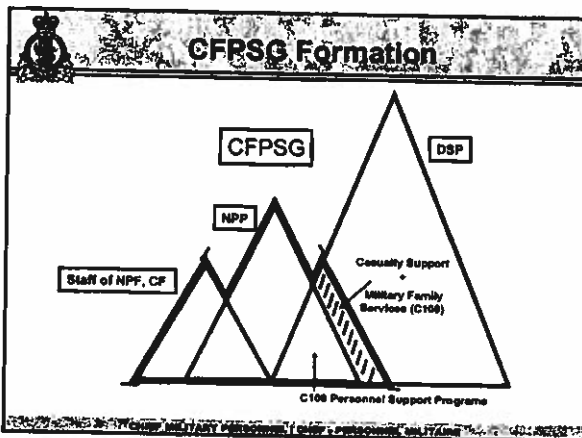
Level 2 within CMP

- Operates totally within Public fund FAA accountability framework and DND business planning process
- Military Family Services Program funded through C108 is managed and delivered within Public accountability framework law TB direction of 2004
- Personnel Support Programs designated as ASD by VCDS 3/96 -
 - Funding and Business Planning through C108
 - Delivery through NPP as ASD
- Casualty Support Management
 - Funded through operating budget
 - Primarily delivered through military personnel and DND Public Servants

CFPFSS Delivery Model

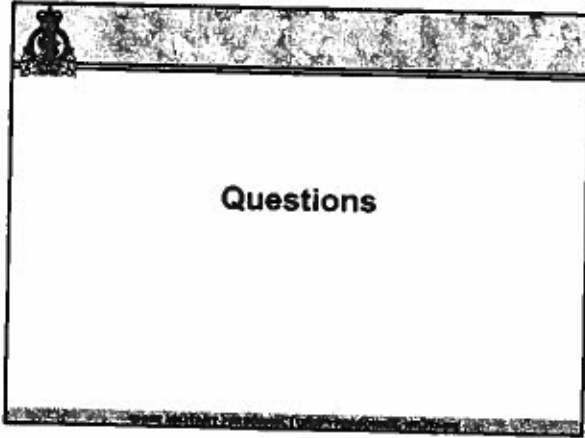
NPP





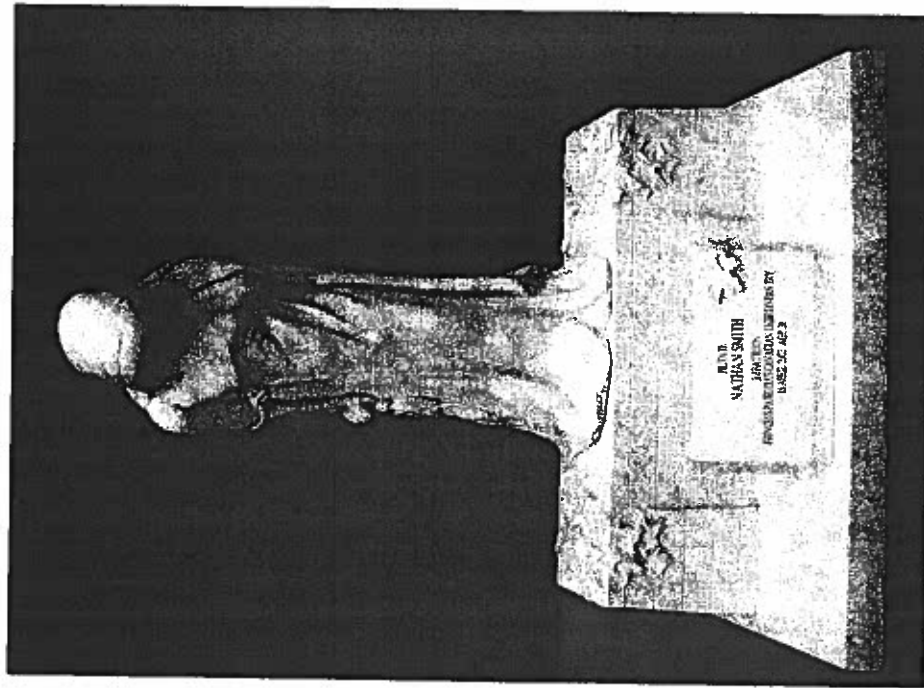
- ### Priorities and Objectives (Cont'd)
- **Flowing from NPP Board and CDS Guidance**
 - NPP Governance
 - Modernize NPP through the New Deal
 - E-commerce, e-retailing
 - Store modernization
 - Project Access
 - Improve NPP Equitability through the New Deal
 - Availability and access across all locations
 - Families
 - Retired personnel

- ### Priorities and Objectives (Cont'd)
- **Flowing from NPP Board and CDS Guidance**
 - Roll-out new Defence Community Banking program
 - Retain War Clause re-insurance
 - Enhance Support Our Troops, and rationalize fund raising activities
 - Military Families Fund, Soldier On Fund, Hospital Comforts Fund
 - Rationalize Sponsorship and Donations program, private sector outreach, and events planning coordination
 - Complete application of NPP accountability framework
 - Reserve Force NPP
 - Museums
 - Consolidated financial statements
 - Enhanced Communications





Memorial to the Fallen Proposal



Annex C

